



Lettre n° 117 du 8 décembre 2019

Au sommaire :

- « *Aujourd'hui dans la rue, demain on continue !* » - La bataille est engagée, prenons-la en main, organisons-nous démocratiquement
- Le 5 décembre et ses suites, les données de la nouvelle période, le besoin d'un parti des travailleurs et le NPA - Texte collectif dans le cadre de discussions internes au NPA

« Aujourd'hui dans la rue, demain on continue ! »

La bataille est engagée, prenons-la en main, organisons-nous démocratiquement

Le 5 décembre constitue en lui même une première victoire. 806000 manifestants, dit le ministère de l'intérieur, 1,5 million dit la CGT. Ce qui est sûr, c'est que le mouvement démarre plus fort qu'en 1995. La grève « corporatiste », de « privilégiés », destinée à « maintenir les régimes spéciaux » dénoncée jour après jour par les médias aux ordres s'est avérée une vague de fond ouvrière et populaire, la convergence des mécontentements et des colères, le rassemblement du monde du travail. Toutes les générations de toutes les professions, du public et du privé, se sont retrouvées à travers tout le pays, au coude à coude, enthousiastes et joyeuses, dans la rue. Même les avocats étaient de la partie.

La multiplication des AG, des interpros, des appels à la reconduction ainsi que les manifs de samedi, celles des chômeurs comme des gilets jaunes ou des deux ensemble, malgré les provocations et les violences policières, montrent que le 5 pourrait bien être le point de départ d'un élargissement et d'un approfondissement de la grève vers sa généralisation. Des énergies militantes ont été libérées, de nouvelles possibilités ouvertes.

« Un crash présidentiel »

La propagande gouvernementale vole en éclat. Et Edouard Philippe se paye le ridicule de féliciter les syndicats et dit comprendre les inquiétudes des salariés !

« *Ce n'est pas une grève générale mais un crash présidentiel* », disait une pancarte soulignant à quel point la généralisation de la grève cible Macron, point de convergences de tous les mécontentements. Il croyait reprendre la main après le mouvement des gilets jaunes avec son grand blabla, les mobilisations n'ont pas cessé, hospitaliers, urgentistes, enseignants, jeunes en faveur

de la défense du climat ou dans les universités, femmes contre les violences et pour l'égalité, travailleurs sans-papiers des boîtes de sous-traitance, travailleuses ultra précarisées du nettoyage, de l'hôtellerie, etc. Elles ont préparé le 5 décembre, un tournant qui fera date.

Macron, dupe de lui même, a cru pouvoir soumettre l'opinion au préjugé dominant selon lequel il n'y aurait pas d'autre politique que celle dictée par le CAC40. Pour lui et son monde, la santé du capital ferait le bonheur de toutes et tous. Le bonimenteur a pourtant mouillé la chemise, mais « Le roi est nu », comme le disait une autre pancarte... Plus Macron et ses ministres cherchent à nous convaincre, plus leur imposture se révèle, leurs accusations apparaissent comme l'expression des préjugés méprisants des riches contre les travailleurs. Les promesses répétées aux enseignants d'une augmentation de salaire qui viendrait compenser les pertes provoquées par la réforme approfondit la révolte et convainc les plus hésitants que ce gouvernement se paye ouvertement notre tête.

Pour tenter de regagner un minimum de crédit, y compris auprès du patronat qui commence à s'inquiéter sérieusement de voir le gouvernement œuvrer, par ses provocations, à l'entrée dans la lutte du privé, Philippe a été obligé d'annoncer qu'il rendrait public mercredi prochain sa réforme. Entre temps, Agnès Buzyn et Jean-Paul Delevoye recevront les directions syndicales pour poursuivre le faux-semblant des négociations alors que Philippe a dit et redit que sur l'exigence minimum du mouvement, le retrait de la réforme, il ne céderait pas. Tout au plus envisage-t-il de discuter de la date de mise en application de la réforme pour les régimes spéciaux dont il garantit par ailleurs la pérennité aux policiers et

militaires !

D'où l'importance de la reconduction de la grève et surtout de son élargissement au privé.

La journée du 10 sera un moment très important pour amplifier le mouvement, le construire, créer des cadres démocratiques d'organisation et de direction de la grève, des comités de grève, élus, de les coordonner pour faire des interpros de véritables organes représentatifs, élus, des directions de la grève.

C'est l'enjeu du début de semaine.

Que ce soit dans les AG ou dans les manifs, la colère dépasse largement le cadre des retraites. Elle a les mêmes ressorts que la colère qu'ont portée les gilets jaunes, une colère contre tout le système, anticapitaliste qui formule une même exigence : vivre dignement, le rejet des inégalités et d'une société pour les riches, l'aspiration à prendre ses affaires en main, à la démocratie et la solidarité.

Une politique pour la grève et le nécessaire parti de la lutte de classe

Deux grandes orientations sont en confrontation à travers le mouvement, celle des directions syndicales qui participent à l'intersyndicale qui veulent garder la tête du mouvement, décider de son calendrier pour le canaliser pour rester dans le cadre des négociations avec le gouvernement et celle des travailleurs qui entendent prendre leurs affaires en main, diriger leur grève, décider de ses perspectives, de sa politique et continuer à exercer leur pression sur les directions syndicales.

La puissance du 5 a obligé les directions syndicales à appeler au 10 mais la suite dépend des grévistes et des travailleurs.

L'enjeu est bien sûr le rejet de la réforme qui, encore une fois, frappe tous les salariés sans épargner le privé. Mais il est aussi bien plus global. A travers la bataille qui s'est engagée se construit le rapport de force entre les patrons du CAC 40, l'État et le monde du travail autour duquel se joue la répartition globale des richesses, c'est-à-dire la question de qui dirige l'économie.

Il n'y a pas d'argent nous dit-on ! Fake news, mensonges ! Les retraites, comme les salaires ou les prestations sociales sont payées sur les richesses produites aujourd'hui et demain, elles dépendent de la façon de les répartir, soit en faveur de ceux qui détiennent les rênes de l'économie soit en faveur de ceux qui produisent les richesses. Le plan de

Macron est d'imposer un rapport de force qui nous soit encore plus défavorable pour l'avenir. Le 5, nous avons marqué un point à partir duquel nous pouvons avancer pour regagner des positions contre lui et son monde capitaliste.

Cette avancée du 5 vient de loin, de la mobilisation des milliers de jeunes, de travailleuses et de travailleurs qui se sont battus contre la loi Travail, dans les manifs des « gilets jaunes » et qui ont repris le chemin de la lutte à la rentrée de septembre.

A travers ces mobilisations une nouvelle conscience politique commence à émerger en rupture avec le capitalisme et ses institutions comme les partis qui les servent, la conscience que tous les travailleurs ont les mêmes ennemis, les grands groupes capitalistes et leurs mandataires politiques.

Ces évolutions prennent conscience d'elles-mêmes, confiance aussi. Elles ont besoin de s'organiser, de faire parti, un parti pour la grève, un parti de la lutte de classe pour changer le monde. Ce parti existe potentiellement déjà au cœur des mobilisations, il se construit par en bas par le regroupement des expériences et des histoires diverses comme l'ont fait, à leur façon, les gilets jaunes.

La tâche des révolutionnaires est de travailler ensemble à l'élargissement de la grève, à son organisation démocratique en aidant ce parti naissant à prendre conscience de lui-même, des objectifs et enjeux de la lutte et, pour cela, de se regrouper eux-mêmes, par en bas, dans le mouvement.

Ce dernier suscite des débats, Mai 68, Juin 36 ? L'époque que nous connaissons est profondément différente de celles-ci, inédite. Profondément différente aussi de celle de 1995 même si elle s'inscrit en continuité d'une évolution politique dont 1995 a été la première étape significative, un premier moment de la rupture avec la gauche d'une large fraction du monde du travail. Le mouvement révolutionnaire avait été alors incapable de surmonter ses divisions pour répondre aux besoins pratiques et concrets du monde du travail. Nous n'avons pas le droit de commettre la même erreur. Militer pour le rassemblement démocratique des travailleurs dans la grève implique de militer pour le rassemblement de toutes celles et ceux qui s'en veulent les acteurs.

Le 5 décembre et ses suites, les données de la nouvelle période, le besoin d'un parti des travailleurs et le NPA

La grève massive à la RATP, le 13 septembre dernier, et la décision des grévistes de se lancer dans la grève reconductible à partir du 5 décembre obligeant les syndicats à se rallier à eux a été le point de départ d'un processus de mobilisation vers une nouvelle étape du rassemblement du monde du travail dans l'affrontement avec le pouvoir. La mobilisation des cheminots, celle des urgentistes qui

a réussi à entraîner l'ensemble du personnel hospitalier dans la lutte avec les manifestations du 14 et du 30 novembre, dans l'enseignement public, après le suicide de la directrice d'école Christine Renon, au sein des universités suite à l'immolation d'un jeune étudiant à Lyon, victime de la précarité et accusant Sarkozy, Hollande, Macron, sont autant de moments de cette mobilisation générale.

Les manifestations contre les violences faites aux femmes samedi dernier participent de ce profond mouvement social, politique, démocratique.

Un an après le début du mouvement des gilets jaunes, une nouvelle étape est en train d'être franchie, le rassemblement du monde du travail sur son terrain de classe.

L'attitude du pouvoir tant par ses provocations policières à l'occasion de l'acte 53 des gilets jaunes que par son refus de répondre aux exigences des différents secteurs mobilisés ou le mépris des salariés qu'exprime son attitude sur la réforme des retraites, auxiliaire du Medef et du CAC40, contribuent à généraliser et à unifier la contestation.

La question de la grève reconductible est posée, elle se discute sur les lieux de travail. Ni le gouvernement ni les appareils ne pourront étouffer le mouvement en cours bien que celui-ci n'ait pu encore se donner de direction propre. Celle-ci ne pourra se construire qu'à la base, elle passe par un approfondissement des évolutions politiques, l'émergence d'une conscience de classe qui aille au-delà de la rupture avec le système et ses institutions, les corps dits intermédiaires, une prise de confiance pour prendre ses affaires en main et poser la question de qui dirige la société, au nom de quels intérêts de classe.

Le rassemblement du monde du travail

Ce processus, engagé depuis 2016, a connu à partir de novembre dernier une radicalisation avec les gilets jaunes. Il reprend maintenant à un niveau supérieur qui discute concrètement de construire un mouvement d'ensemble, plus que la convergence des luttes, la grève générale, l'affrontement avec le pouvoir, le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs.

De même que la mobilisation s'est élargie et approfondie deux semaines avant le 5, le 5 lui-même sera un moment de prise de conscience et de confiance, un moment pour mesurer les pas en avant réalisés collectivement ainsi que la force du monde du travail. La suite en dépend, une nouvelle phase de politisation accélérée s'ouvre à travers la suite du mouvement, les prises de positions des différents protagonistes, la politique du pouvoir et du Medef.

Il s'agit de concrétiser la politique que nous défendons lors du mouvement des gilets jaunes, transformer la sympathie passive de la majorité des salariés en volonté d'entrer dans la danse en créant les conditions politiques de la convergence, la rupture avec les confusions populistes qui traversaient le mouvement pour se rassembler sur le terrain de classe.

Nous voulions aider à ce que l'irruption des gilets jaunes stimule le mouvement ouvrier, encourage les initiatives dans le sens du rassemblement de tous les travailleurs sur leur terrain de classe. C'est ce qui est en train de s'opérer.

Notre travail pour constituer des listes aux élections municipales s'inscrit dans ces évolutions. Il vise à les porter sur le terrain des élections, à les populariser, les amplifier, leur donner des porte-parole y compris dans les conseils municipaux.

S'organiser démocratiquement

L'approfondissement du processus en cours passe par les AG, les interpros, les comités de mobilisation, des cadres de discussion et de décision démocratiques, à la base. L'auto-organisation du monde du travail, des acteurs des luttes n'est pas une abstraction ni une proclamation, elle est un choix, une politique concrète, pratique et militante. Elle se met en œuvre à travers l'action concertée de militant.e.s convaincu.e.s de la nécessité de la conquête de la démocratie par les travailleurs eux-mêmes. Elle est affaire de conviction politique et pose en termes nouveaux la question d'un parti des travailleurs.

Plus que la reconductible, l'enjeu du moment est l'élargissement de l'organisation démocratique à la base ou, plus précisément, la condition pour construire la grève reconductible est l'organisation démocratique des travailleurs.

En phase avec la mondialisation de la contestation

Les mobilisations que nous connaissons sont en écho aux mobilisations qui, à travers la planète, secouent le capitalisme mondialisé. Ces dernières sont une résurgence, à un niveau supérieur, des révolutions arabes de fin 2010-début 2011 en Tunisie, Égypte, Libye, Syrie, Yémen, Bahreïn ou, en Europe, du mouvement des « indignés » du 15M espagnol ou en Grèce à partir de 2010, aux USA aussi avec Occupy Wall Street.

Les révolutions au Soudan et en Algérie, commencées voici plus d'un an pour la première, et plusieurs mois pour la seconde, ont été des relais. Puis, une série de soulèvements pour les moyens de vivre, la dignité et la démocratie ont éclaté fin 2019 au Liban et en Irak. En Iran, la répression s'est abattue durement contre la population qui manifeste depuis une semaine contre l'augmentation drastique du prix de l'essence décidée par le gouvernement.

Depuis des mois, des milliers de personnes, de jeunes, protestent contre la dictature de la Chine à Hong Kong, ce paradis capitaliste des affaires, où les inégalités sociales ont atteint des niveaux intolérables pour la grande majorité de la population, zones de séisme dans la tectonique des plaques des 2 grandes puissances mondiales, la Chine et les USA.

Cette vague de protestations a touché l'Amérique latine. À Porto Rico, un soulèvement populaire a remis en question le gouvernement et le régime colonial américain. En Haïti, pays le plus pauvre de la région, des révoltes ont lieu depuis des mois contre le gouvernement de Jovenel Moïse. Le Nicaragua, le Venezuela, ont vu les masses poussées par la faim et l'indignation se révolter contre les pouvoirs corrompus. Amorcée en Équateur et en Uruguay, la vague actuelle connaît son moment le plus radical au Chili, puis en Colombie.

Ce serait s'aveugler que de croire qu'en Bolivie on a seulement deux camps, celui des « fascistes » et celui de Morales. En vérité Morales, porté au pouvoir par la volonté

populaire, affrontait celle-ci depuis plusieurs années. Il avait, par sa politique, perdu beaucoup de son soutien laissant le terrain à un coup d'État associant des secteurs de l'armée et de la police au pôle le plus réactionnaire du pays : la soi-disant « élite » blanche, adossée au Brésil de Bolsonaro. L'issue est dans la mobilisation des mineurs, des travailleurs, des Indigènes pour leur propre compte.

L'ensemble des mouvements de révolte pose une même question : l'intervention de la classe ouvrière sur ses propres bases, pour faire valoir ses propres intérêts, porter et faire vivre la démocratie en posant la question du pouvoir et pour cela en s'organisant en parti.

Une stratégie conditionnée par l'objectif du pouvoir des travailleurs

Ces processus aux diverses facettes sont l'expression d'aspirations démocratiques, à la dignité, au bien être en réponse à la régression sociale et politique provoquée par les réponses des classes capitalistes et de leurs États à la grande crise de 2008. La concentration sans fin des richesses entre quelques mains alors que la majorité voit ses conditions de vie se dégrader, surtout les jeunes à qui l'on ne promet que précarité, est aujourd'hui devenu insupportable.

Jusqu'alors, la classe ouvrière n'intervient pas dans ces mouvements en tant que classe. Il est plus question de mouvement citoyen que de lutte de classe. Étape incontournable, certes, ce n'est qu'au feu de la lutte que le rôle du prolétariat comme classe révolutionnaire peut s'exprimer, s'affirmer à la tête du mouvement de toutes les classes opprimées. Mais ce processus de révolution permanente n'est pas automatique, il nécessite l'intervention consciente de la classe ouvrière ou d'une fraction d'entre elle.

Aucune assemblée constituante ne peut représenter une réponse aux révoltes et soulèvements si la classe ouvrière en tant que telle ne s'organise pas pour intervenir directement et rassembler autour d'elle les différents secteurs et couches sociales en lutte. C'est dans cette perspective stratégique que peuvent se former des comités ou coordinations, embryons d'organes de la lutte pour le pouvoir, un pouvoir démocratique et révolutionnaire de la classe ouvrière et des opprimés.

Une vague portée par de profonds bouleversements économiques, sociaux, politiques

La situation actuelle est le produit d'un long basculement du monde. La chute du mur de Berlin dont on célèbre le trentième anniversaire, l'effondrement de l'URSS sont la conséquence de l'offensive libérale et impérialiste engagée dès la fin des années 70. Ils l'ont accélérée jusqu'à la grande crise de 2008 et l'émergence d'un capitalisme financier mondialisé.

L'absurdité des taux zéro symbolise l'impasse de ce capitalisme sénile qui enferme la société dans l'étouffoir de la course au profit et de l'économie de marché. Devenu insolvable tant l'endettement généralisé des entreprises,

des États comme des particuliers est considérable en premier lieu aux USA mais dans l'ensemble de la planète, il n'évite la faillite que par des perfusions sans fin de liquidités qui ne font qu'aggraver cet endettement même avec des taux négatifs.

Elles viennent nourrir le système financier, avec ses bulles boursières, obligataires et immobilières.

Cette politique a un coût social, politique, écologique considérable. Le système financier ne pourra éviter le krach même si les banques centrales évitent le pire, l'effondrement, ce qui est loin d'être l'issue la plus probable. Cette exubérance financière a pour conséquence une aggravation de l'exploitation du prolétariat mondial, une exacerbation de la concurrence, une guerre commerciale qui freinent l'économie et pourraient aboutir à une récession mondialisée. Les rapports de classe se tendent, la démocratie est de plus en plus bâillonnée, c'est l'ère des Trump, Johnson et Bolsonaro, Poutine et Xi Jinping... Et parallèlement, la montée du militarisme, l'exploitation anarchique des ressources de la planète

Cette obsession à court terme d'éviter la faillite d'une classe historiquement dépassée empêche toute politique cohérente, planifiée à l'échelle internationale, de lutte contre le réchauffement climatique et la crise écologique.

Les évolutions en cours conduisent à une catastrophe qu'il est encore possible de conjurer. La réponse à la crise historique du capitalisme et de la domination de l'aristocratie financière est dans la mondialisation de la lutte de classe, l'approfondissement de la vague internationale de contestation actuelle.

Répondre au besoin d'un parti des travailleurs

La situation nous oblige à nous interroger sur nos tâches, le rôle du NPA au regard des besoins des travailleurs et de la perspective d'un parti révolutionnaire qui inscrive son combat dans une perspective révolutionnaire mondiale.

La vague de contestation actuelle souligne le décalage qu'il y a entre les possibilités ouvertes par la nouvelle période et la faiblesse du mouvement ouvrier et principalement de son aile révolutionnaire, la grande difficulté du mouvement révolutionnaire à sortir de la marginalité, à trouver un large écho au cœur du monde du travail.

Il est clair que la réponse à cette question décisive pour l'avenir ne réside pas dans les tentatives de recomposition de la gauche, cette gauche éclatée y compris la gauche radicale qui se réclament du CNR et de l'État-providence !

La réponse ne peut être pour le NPA la routine d'un cadre unitaire entre fractions révolutionnaires ou de tenter d'engager par en haut un processus du même type que celui qui a prévalu à la fondation du NPA tout en soulignant plus fermement son caractère révolutionnaire.

La situation actuelle est radicalement différente d'avant 2009 de deux points de vue essentiels. Le premier est le stade sénile du capitalisme que nous connaissons, le

deuxième est le développement des luttes de classes, les ruptures accomplies avec le capitalisme, ses institutions, ses partis de droite ou de gauche.

La conjugaison de ces deux éléments conduit à un regain de l'activité des travailleurs dont témoignent le mouvement des gilets jaunes et le mouvement actuel. Ce renouveau encore timide de militantisme a besoin d'une politique, d'idées. Il a besoin de prendre conscience de lui-même pour définir ses objectifs ; de se situer dans l'histoire pour inscrire son combat dans une continuité politique du mouvement ouvrier et de son indispensable expérience.

On ne peut gagner en crédibilité pour contribuer au rassemblement de la classe ouvrière et de la jeunesse que si on est capable de lutter pour l'unité de son propre camp politique.

L'aggravation des difficultés internes du NPA, comme celles de l'ensemble du mouvement révolutionnaire, sont la conséquence de notre grande difficulté à nous dégarer des habitudes de la période passée pour prendre en compte les bouleversements intervenus à l'échelle internationale, européenne ou nationale depuis dix ans.

L'accélération des évolutions nous presse. Aucun des courants du NPA n'a de réponse toute faite. Celle-ci ne peut

se formuler qu'à travers un choix collectif pour transformer ensemble l'outil que représente le NPA. Il s'agit d'engager un processus de refondation du NPA, non par des appels par en haut, mais d'abord en créant les conditions pour développer notre influence dans le monde du travail, nous donner plus de moyens d'y intervenir au cœur des luttes et évolutions en cours, nous donner les moyens de nous rassembler.

Cela veut dire engager une discussion en vue de définir le cadre politique qui nous réunit aujourd'hui. Les principes fondateurs sont dépassés, bon nombre de camarades ne s'y sont jamais reconnus. Nous avons besoin d'un nouveau document qui définisse nos perspectives communes face à la nouvelle époque à laquelle nous sommes confrontés. Engager ce travail nous semble indispensable, il passe par une discussion publique et ouverte à laquelle le NPA invite toutes celles et tous ceux qui le souhaitent pour nous rassembler dans la perspective de construire, ensemble, un parti de classe, un parti des travailleurs, démocratique, révolutionnaire.

Le 1/12/2019

Texte collectif dans le cadre de discussions internes au NPA